

Académie de Rouen :

Initiatives des professeurs de philosophie réunis le 2 juin à la Maison de l'Université de Rouen concernant les épreuves du bac de juin 2021, et motion adoptée à l'unanimité:

Une réunion a eu lieu mercredi 2 juin 2021, à la Maison de l'Université de Mont Saint Aignan (académie de Rouen). Y ont participé 11 professeurs de philosophie (dont un universitaire) + 1 professeur de SES, et 6 autres professeurs de philosophie reliés par visio. Après échange d'informations et discussion, les professeurs ont adopté à l'unanimité la motion suivante, qu'ils communiquent

- à la coordination nationale qui doit se tenir ce soir, jeudi 3 juin, à 20H30,
- aux Assemblées Générales qui se sont tenues dans plusieurs académies (Montpellier, Bordeaux, Strasbourg, Lille, Grenoble, Paris...) et doivent se réunir prochainement sur les épreuves du bac de juin 2021,
- au Recteur de l'Académie de Normandie,
- aux associations de professeurs spécialistes (dont l'APPEP et l'Acireph),
- aux organisations syndicales,
- aux élus locaux, à la presse locale.

MOTION:

1- Face à la revendication d'annulation de l'épreuve de philosophie de la session 2021 et du grand oral (formulée par de nombreuses AG), les collègues se sont montrés partagés. Tous ont cependant le sentiment d'avoir été piégés par le ministre Blanquer et dénoncent sa responsabilité :

- *il a délibérément laissé pourrir la situation dans les lycées et placé les élèves dans des conditions inégalitaires face à l'examen .*
- *Il manifeste le plus grand mépris à l'égard des élèves et des professeurs, en transformant l'épreuve de philosophie de la session 2021 en véritable mascarade.*

2- Les professeurs présents à la réunion s'élèvent tous contre les conditions de correction particulièrement scandaleuses auxquelles sont soumis cette année les professeurs : elles ne tiennent aucun compte des exigences de leur discipline. Ils n'admettent pas que leur enseignement soit dénaturé par la numérisation de la correction au bac et la pression résultant du contrôle continu qui les transforme absurdement en pourvoyeurs de notes au détriment de la progression de leur cours et de l'apprentissage des élèves.

3- Ils se prononcent tous pour le rétablissement en 2022 d'un véritable bac national fondé sur des épreuves finales dans toutes les disciplines, qui seul peut garantir l'égalité de traitement des élèves et assurer des conditions sereines d'enseignement. Ils se prononcent pour l'abandon des réformes Blanquer du lycée et du bac, ainsi que du système Parcoursup.

4- Ils estiment urgent qu'une délégation inter-associative, intersyndicale, associant des parents et des lycéens, soit reçue au plus vite au ministère, avant le 17 juin, pour rappeler au ministre ses responsabilités et qu'il mette un terme à la situation scandaleuse dans laquelle il place pour le moment les élèves et les professeurs